

Informations de base	
2025/0210(BUD) BUD - Procédure budgétaire Budget général de l'Union européenne pour l'exercice 2026 – toutes sections Subject 8.70.48 Budget 2026	Procédure terminée

Acteurs principaux				
Parlement européen	Commission au fond		Rapporteur(e)	Date de nomination
	BUDE Comité de conciliation budgétaire		HALICKI Andrzej (EPP) NEMEC Matjaž (S&D)	06/11/2024 06/11/2024
	Commission au fond précédente		Rapporteur(e) précédent(e)	Date de nomination
	BUDG Budgets		HALICKI Andrzej (EPP) NEMEC Matjaž (S&D)	06/11/2024 06/11/2024
	Commission pour avis précédente		Rapporteur(e) pour avis précédent(e)	Date de nomination
	AFET Affaires étrangères		GAHLER Michael (EPP)	07/07/2025
	SEDE Sécurité et défense		STRACK-ZIMMERMANN Marie-Agnes (Renew)	25/06/2025
	DEVE Développement		GOERENS Charles (Renew)	20/05/2025
	INTA Commerce international		La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
	CONT Contrôle budgétaire		HERBST Niclas (EPP)	26/06/2025
	ECON Affaires économiques et monétaires		MALAĞ Marlina (ECR)	12/12/2024

EMPL	Emploi et affaires sociales	TOMC Romana (EPP)	14/05/2025
ENVI	Environnement, climat et sécurité alimentaire	DECARO Antonio (S&D)	16/06/2025
SANT	Santé publique	HADJIPANTELA Michalis (EPP)	19/02/2025
ITRE	Industrie, recherche et énergie	HEINÄLUOMA Eero (S&D)	12/11/2024
IMCO	Marché intérieur et protection des consommateurs	GRAPINI Maria (S&D)	14/03/2025
TRAN	Transports et tourisme	FALCĂ Gheorghe (EPP)	01/07/2025
REGI	Développement régional	GERZSENYI Gabriella (EPP)	15/07/2025
AGRI	Agriculture et développement rural	NARDELLA Dario (S&D)	14/05/2025
PECH	Pêche	LUPO Giuseppe (S&D)	20/05/2025
CULT	Culture et éducation	SOUSA SILVA Hélder (EPP)	01/07/2025
JURI	Affaires juridiques	KYUCHYUK Ilhan (Renew)	24/07/2024
LIBE	Libertés civiles, justice et affaires intérieures	INCIR Evin (S&D)	09/04/2025
AFCO	Affaires constitutionnelles	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
FEMM	Droits de la femme et égalité des genres	Président au nom de la commission GÁLVEZ Lina (S&D)	08/07/2025
PETI	Pétitions	RZOŃCA Bogdan (ECR)	18/03/2025






Conseil de l'Union européenne

Commission

DG de la Commission

Commissaire

Evénements clés

Date	Evénement	Référence	Résumé
09/07/2025	Publication du projet de budget de la Commission	COM(2025)0300 	Résumé
12/09/2025	Publication de la position du Conseil sur le projet de budget	11216/2025	
06/10/2025	Annnonce en plénière de la saisine de la commission		
13/10/2025	Vote en commission		
14/10/2025	Dépôt du rapport budgétaire	A10-0192/2025	
21/10/2025	Débat en plénière		
22/10/2025	Décision du Parlement	T10-0244/2025	Résumé
22/10/2025	Résultat du vote au parlement		
23/10/2025	Début de la conciliation budgétaire (Parlement et Conseil)		
15/11/2025	Vote en commission		
18/11/2025	Publication du projet commun budgétaire	15487/2025	
19/11/2025	Rapport déposé sur la conciliation budgétaire	A10-0235/2025	
24/11/2025	Adoption de l'acte par le Conseil suite à la consultation du Parlement		
25/11/2025	Débat en plénière		
26/11/2025	Décision du Parlement	T10-0294/2025	Résumé
26/11/2025	Résultat du vote au parlement		
26/11/2025	Adoption du projet du budget par le Conseil		
26/11/2025	Signature de l'acte final		
26/02/2026	Publication de l'acte final au Journal officiel		

Informations techniques

Référence de la procédure	2025/0210(BUD)
Type de procédure	BUD - Procédure budgétaire
Sous-type de procédure	Budget
État de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission	BUDE/10/04365 BUDG/10/03308

Portail de documentation



Parlement Européen

Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Avis de la commission	EMPL	PE774.291	15/07/2025	
Avis de la commission	IMCO	PE774.397	15/07/2025	
Avis de la commission	ECON	PE773.052	16/07/2025	
Avis spécifique	TRAN	PE775.504	24/07/2025	
Avis spécifique	FEMM	PE776.809	01/09/2025	
Avis de la commission	ENVI	PE774.499	04/09/2025	
Avis spécifique	ITRE	PE774.578	04/09/2025	
Avis spécifique	CONT	PE776.807	04/09/2025	
Avis spécifique	AFET	PE776.822	10/09/2025	
Avis spécifique	SEDE	PE776.850	10/09/2025	
Avis de la commission	SANT	PE775.468	15/09/2025	
Projet de rapport de la commission		PE777.065	19/09/2025	
Avis de la commission	AGRI	PE774.421	24/09/2025	
Avis de la commission	CULT	PE775.684	24/09/2025	
Avis de la commission	PECH	PE774.593	25/09/2025	
Avis de la commission	DEVE	PE775.546	25/09/2025	
Amendements déposés en commission		PE778.074	26/09/2025	
Amendements déposés en commission		PE778.084	26/09/2025	
Rapport budgétaire déposé, 1ère lecture		A10-0192/2025	14/10/2025	
Texte budgétaire adopté du Parlement		T10-0244/2025	22/10/2025	Résumé
Rapport conciliation budgétaire déposé en plénière		A10-0235/2025	19/11/2025	
Projet commun budgétaire approuvé par le Parlement		T10-0294/2025	26/11/2025	Résumé

Conseil de l'Union

Type de document	Référence	Date	Résumé
Position du Conseil sur le projet de budget	11216/2025	12/09/2025	

Commission Européenne

Type de document	Référence	Date	Résumé
Projet de budget de la Commission	COM(2025)0300 	09/07/2025	Résumé
Document annexé à la procédure	COM(2025)0851 	08/10/2025	

Autres Institutions et organes

Institution/organe	Type de document	Référence	Date	Résumé
CSL/EP	Texte commun budgétaire	15487/2025	18/11/2025	

Informations complémentaires

Source	Document	Date
Commission européenne	EUR-Lex	

Réunions avec des représentant(e)s d'intérêts, publiées conformément au règlement intérieur**Rapporteur(e)s, rapporteur(e)s fictifs/fictives et président(e)s des commissions**

Transparence				
Nom	Rôle	Commission	Date	Représentant(e)s d'intérêts
NEMEC Matjaž	Rapporteur(e)	BUDG	13/11/2025	French Ambassador to the EU
NEMEC Matjaž	Rapporteur(e)	BUDG	11/11/2025	The Danish Council of the EU presidency
NEMEC Matjaž	Rapporteur(e)	BUDG	05/11/2025	The European Economic and Social Committee (EESC)
NEMEC Matjaž	Rapporteur(e)	BUDG	04/11/2025	Minister for Finance of Denmark
NEMEC Matjaž	Rapporteur(e)	BUDG	21/10/2025	Minister for Finance of Denmark
NEMEC Matjaž	Rapporteur(e)	BUDG	10/09/2025	Danish Minister for Finance
UŠAKOVŠ Nils	Rapporteur(e) fictif/fictive	BUDG	05/09/2025	UNRWA
NEMEC Matjaž	Rapporteur(e)	BUDG	02/07/2025	The Court of Justice of the European Union (CJEU)
NEMEC Matjaž	Rapporteur(e)	BUDG	01/07/2025	The European Economic and Social Committee (EESC)
NEMEC Matjaž	Rapporteur(e)	BUDG	25/06/2025	The European External Action Service (EEAS)
NEMEC Matjaž	Rapporteur(e)	BUDG	25/06/2025	The European Committee of the Regions (CoR)
NEMEC Matjaž	Rapporteur(e)	BUDG	25/06/2025	The European Court of Auditors (ECA)
NEMEC Matjaž	Rapporteur(e)	BUDG	24/06/2025	The European Data Protection Supervisor (EDPS)
NEMEC Matjaž	Rapporteur(e)	BUDG	03/06/2025	The European Ombudsman

Acte final

Budget 2026/0072
JO OJ L 26.02.2026

Budget général de l'Union européenne pour l'exercice 2026 – toutes sections

2025/0210(BUD) - 26/11/2025 - Projet commun budgétaire approuvé par le Parlement

Le Parlement européen a adopté par 419 voix pour, 185 contre et 53 abstentions, une résolution législative approuvant le **projet commun de budget général** de l'Union européenne pour l'exercice 2026, approuvé par le comité de conciliation dans le cadre de la procédure budgétaire.

Selon les éléments pour des conclusions communes:

- le montant global des **crédits d'engagement** est fixé à **192.768,1 millions d'EUR**. Dans l'ensemble, cela laisse une marge sous les plafonds du cadre financier pluriannuel (CFP) pour 2026 de 715,7 millions d'EUR en crédits d'engagement;

- le montant global des **crédits de paiement** est fixé à **190.091,6 millions d'EUR**. Dans l'ensemble, cela laisse une marge sous le plafond du CFP pour 2026 de 20.440,1 millions d'EUR en crédits de paiement;

- l'**instrument de flexibilité** pour 2026 est mobilisé, en crédits d'engagement, pour un montant de **2.040,9 millions d'EUR**, dont 1,0 million d'EUR pour la sous-rubrique 2a «Cohésion économique, sociale et territoriale», 2.013,1 millions d'EUR pour la sous-rubrique 2b «Résilience et valeurs», 3,5 millions d'EUR pour la rubrique 5 «Sécurité et défense» et 23,3 millions d'EUR pour la rubrique 7 «Administration publique européenne»;

- conformément au règlement relatif au CFP, le **dispositif de marge unique** est mobilisé, en crédits d'engagement, pour un montant de **748,2 millions d'EUR** pour la rubrique 7 «Administration publique européenne».

La Commission estime à **2.226,4 millions d'EUR** les crédits de paiement pour 2026 relatifs à la mobilisation de l'instrument de flexibilité au cours des années 2023 à 2026.

Rubriques de dépenses du cadre financier - crédits d'engagement

Rubrique 1 - Marché unique, innovation et numérique

Les crédits d'engagement sont fixés au niveau proposé par la Commission dans le projet de budget tel que modifié par la lettre rectificative n° 1/2026, mais avec des ajustements convenus par le comité de conciliation.

Le Parlement a augmenté le financement **d'Horizon Europe** de 20 millions d'euros et celui des **réseaux de transport et d'énergie** de 23,5 millions d'euros.

Le niveau des crédits d'engagement convenu est fixé à **22.163,0 millions d'EUR**, ce qui laisse une marge de 47,0 millions d'EUR sous le plafond des dépenses de la rubrique.

Sous-rubrique 2a - Cohésion économique, sociale et territoriale

Le niveau des crédits d'engagement convenu est fixé à **56.594,0 millions d'EUR**, sans qu'il subsiste de marge sous le plafond des dépenses de la sous-rubrique et compte tenu de la mobilisation de l'instrument de flexibilité à hauteur de 1,0 millions d'EUR.

Sous-rubrique 2b - Résilience et valeurs

Le Parlement a obtenu 10 millions d'euros supplémentaires pour le **mécanisme de protection civile et RescEU**. Le programme «L'UE pour la santé» bénéficiera de 3 millions d'euros supplémentaires, de même que le programme **Erasmus+**.

Les besoins globaux de la ligne des intérêts de l'instrument européen pour la relance (EURI), qui s'établissent à 4.225,4 millions d'EUR au-delà de la programmation financière pour 2026, sont financés en partie par la marge restante de 99,6 millions d'EUR au titre de la sous-rubrique 2b et par la mobilisation de 2.031,1 millions d'EUR au titre de l'instrument de flexibilité, pour un montant global de 2.117,7 millions d'EUR correspondant à la référence de 50% des besoins supplémentaires. L'instrument EURI sera mobilisé pour les 50% restants, soit 2.112,7 millions d'EUR. Ce montant est entièrement couvert par les déagements effectués depuis 2021 conformément au règlement relatif au CFP.

Le niveau convenu des crédits d'engagement est fixé à **15.055,8 millions d'EUR**, sans qu'il subsiste de marge sous le plafond des dépenses de la sous-rubrique et compte tenu de la mobilisation de l'instrument de flexibilité à hauteur de 2.013,1 millions d'EUR ainsi que de la mobilisation de l'instrument EURI à hauteur de 2.112,7 millions d'EUR.

Rubrique 3 - Ressources naturelles et environnement

Le programme pour l'environnement et l'action pour le climat (**LIFE**) recevra un financement supplémentaire de 10 millions d'euros.

Le niveau des crédits d'engagement convenu est fixé à **56.529,4 millions d'EUR**, ce qui laisse une marge de 570,6 millions d'EUR sous le plafond des dépenses de la rubrique.

Au total, les besoins du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) pour 2026, y compris la réserve agricole, sont désormais estimés à 41.331,2 millions d'EUR. Il s'agit d'une augmentation de 426 millions d'EUR par rapport au projet de budget 2026, qui comprend un soutien total aux jeunes agriculteurs sur la base des besoins et un **renforcement des mesures de promotion** de 105 millions d'EUR.

Rubrique 4 - Migration et gestion des frontières

La **gestion des frontières** sera renforcée grâce à un financement supplémentaire de 10 millions d'euros.

Le niveau des crédits d'engagement convenu est fixé à **5.018,9 millions d'EUR**, ce qui laisse une marge de 84,1 millions d'EUR sous le plafond des dépenses de la rubrique.

Rubrique 5 - Sécurité et défense

La **mobilité militaire**, qui joue un rôle essentiel dans la préparation de l'UE en matière de défense, bénéficiera d'un financement supplémentaire de 10 millions d'euros.

Le niveau des crédits d'engagement convenu est fixé à **2.813,5 millions d'EUR**, sans qu'il subsiste de marge sous le plafond des dépenses de la rubrique et compte tenu de la mobilisation de l'instrument de flexibilité à hauteur de 3,5 millions d'EUR.

Rubrique 6 - Le voisinage et le monde

Le projet commun de budget prévoit une augmentation de 35 millions d'euros pour **l'aide humanitaire**.

La diminution de 89,8 millions d'EUR pour la ligne budgétaire 14 02 01 11 (voisinage oriental) est le résultat net du transfert de 114,8 millions d'EUR vers la ligne budgétaire 14 02 01 13 (Facilité pour les réformes et la croissance en Moldavie) nouvellement créée et d'un renforcement de 25 millions d'EUR pour le **voisinage oriental**.

Le niveau des crédits d'engagement convenu est fixé à **15.600,0 millions d'EUR**, ce qui laisse une marge de 14,0 millions d'EUR sous le plafond des dépenses de la rubrique.

Rubrique 7 - Administration publique européenne

Le niveau des crédits d'engagement convenu est fixé à **13.277,5 millions EUR**, sans qu'il subsiste de marge sous le plafond des dépenses de la rubrique et compte tenu de la mobilisation du dispositif de marge unique à hauteur de 748,2 millions EUR, ainsi que de la mobilisation l'instrument de flexibilité à hauteur de 23,3 millions EUR.

Instruments spéciaux thématiques

Les crédits d'engagement du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation en faveur des travailleurs licenciés (FEM), de la réserve de solidarité européenne, de la réserve d'aide d'urgence et de la réserve d'ajustement au Brexit sont fixés au niveau proposé par la Commission dans le projet de budget.

Budget général de l'Union européenne pour l'exercice 2026 – toutes sections

2025/0210(BUD) - 22/10/2025 - Texte budgétaire adopté du Parlement

Le Parlement européen a adopté par 384 voix pour, 202 contre et 58 abstentions une résolution législative sur la position du Conseil concernant le projet de budget général de l'Union européenne pour l'exercice 2026.

Le Parlement a fixé le niveau global des crédits d'engagement pour 2026 à **193,9 milliards d'euros**, soit une augmentation de 597,8 millions d'euros par rapport à la proposition de la Commission. Il a fixé le niveau global des crédits de paiement à 192,6 milliards d'euros.

Selon le Parlement, le budget de l'UE, en raison de sa taille, de sa structure et de ses règles, a une capacité très limitée à répondre de manière appropriée en 2026 aux défis auxquels l'Union est confrontée et dispose de ressources insuffisantes pour relever de manière adéquate les défis économiques, sociaux, climatiques et environnementaux actuels, ainsi que les défis en matière de sécurité, ou pour financer et mettre en œuvre de manière adéquate les priorités actuelles.

Le Parlement a déploré que le Conseil propose de réduire les crédits d'engagement de 1,3 milliard d'euros dans toutes les rubriques du CFP et a souligné que le budget 2026 doit être aligné sur les objectifs et les engagements internationaux de l'Union. Il a **rétabli les 1,3 milliard d'euros de crédits d'engagement** critiquant les réductions du Conseil qui ignorent les besoins réels et nuisent à des programmes clés tels qu'Erasmus+ et «L'UE pour la santé».

En revanche, le Parlement a salué les nouveaux efforts déployés par la Commission pour présenter davantage d'options en matière de **nouvelles sources de recettes** pour le budget de l'UE.

Rubriques du cadre financier pluriannuel (CFP)

Rubrique 1 - Marché unique, innovation et numérique

Le Parlement souhaite augmenter les crédits alloués à **Horizon Europe** de **60 millions d'euros** et ceux alloués aux **réseaux de transport et d'énergie** de **80 millions d'euros** afin de stimuler la compétitivité, la création d'emplois et les infrastructures transfrontalières.

Au total, le Parlement augmente la dotation de la rubrique 1 de **148.696.914 EUR** en crédits d'engagement par rapport au projet de budget et de **636.944.317 EUR** par rapport à la lecture du Conseil.

Sous-rubrique 2b - Résilience et valeurs

Les programmes de dépenses relevant de la sous-rubrique 2b doivent partager les ressources et les marges déjà limitées avec la ligne budgétaire de l'instrument de relance de l'Union européenne (EURI), qui couvre les frais financiers de NextGenerationEU (NGEU), ce qui a de facto empêché la Commission de proposer des renforcements là où ils sont nécessaires. Les députés ont insisté sur la bonne utilisation d'un «**mécanisme en cascade**» convenu, destiné à gérer le remboursement des coûts d'emprunt croissants de NextGenerationEU et à protéger les programmes phares.

Le Parlement a décidé :

- d'augmenter de **30 millions d'euros** le financement du **mécanisme de protection civile de l'Union**;
- d'augmenter de **5 millions d'euros** les crédits du programme «**L'UE pour la santé**»;
- de renforcer **Erasmus+ de 5 millions d'euros**.

Au total, le Parlement augmente la dotation de la sous-rubrique 2b de **60.500.000 EUR** en crédits d'engagement par rapport au projet de budget et de **835.089.901 EUR** par rapport à la lecture du Conseil.

Rubrique 3 - Ressources naturelles et environnement

Le Parlement a proposé d'aider les **jeunes agriculteurs** en augmentant de **23 millions d'euros** l'aide complémentaire au revenu. Il a également souligné la nécessité **d'annuler les coupes budgétaires** opérées par le Conseil dans les programmes agricoles, compte tenu notamment de la hausse des prix des denrées alimentaires et des défis croissants en matière de sécurité alimentaire.

Afin de promouvoir les produits agricoles, les députés ont décidé d'augmenter de **30 millions d'euros** le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA).

Compte tenu de l'accord-cadre avec les États-Unis sur les droits de douane transatlantiques, le Parlement a proposé d'augmenter de **15 millions d'euros** la dotation de la ligne budgétaire consacrée au **secteur vitivinicole**.

La ligne budgétaire consacrée à la **biodiversité** dans le cadre du programme LIFE est trop sollicitée et l'objectif de 10% de dépenses de l'Union en faveur de la biodiversité pour 2026 ne devrait pas être atteint. Le Parlement a donc proposé d'augmenter les crédits destinés au volet «transition vers une énergie propre» de **15 millions d'euros** par rapport au projet de budget et ceux destinés au volet «nature et biodiversité» de **15 millions d'euros**.

Au total, le Parlement augmente la dotation de la rubrique 3 de **98.000.000 EUR** en crédits d'engagement par rapport au projet de budget et de **115.704.728 EUR** par rapport à la lecture du Conseil.

Rubrique 4 - Migration et gestion des frontières

Les députés ont proposé d'augmenter les crédits destinés à l'instrument pour la gestion des frontières et les visas (IGVF) de **30 millions d'euros** et ceux destinés au Fonds pour l'asile, la migration et l'intégration (FAMI) de **10 millions d'euros**.

Les députés ont refusé la réduction injustifiée opérée par le Conseil et rétabli les crédits alloués à l'**Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes** (Frontex).

Au total, le Parlement augmente la dotation de la rubrique 4 de **40.000.000 EUR** en crédits d'engagement par rapport au projet de budget et de **61.000.000 EUR** par rapport à la lecture du Conseil.

Rubrique 5 - Sécurité et défense

Soulignant que le programme de **mobilité militaire** est essentiel à la préparation de la défense de l'Union et à la protection de ses citoyens compte tenu de l'évolution du contexte sécuritaire, le Parlement a décidé d'augmenter les crédits destinés à la mobilité militaire de **35 millions d'euros**.

Au total, le Parlement augmente la dotation de la rubrique 5 de **52.000.000 EUR** en crédits d'engagement par rapport au projet de budget et à la lecture du Conseil.

Rubrique 6 - Voisinage et monde

Le Parlement a proposé d'augmenter les crédits de **35 millions d'euros** afin d'accroître le financement de l'**UNRWA**, compte tenu du rôle essentiel que joue cette agence dans la fourniture d'aide humanitaire et de services essentiels, tels que la santé et l'éducation, aux réfugiés palestiniens à Gaza et dans l'ensemble de la région.

En ce qui concerne le **voisinage oriental**, qui continue d'être fortement touché par la guerre d'agression menée par la Russie, le Parlement a proposé d'augmenter les crédits de **25 millions d'euros** afin de relever les défis complexes liés à cette situation.

En outre, les députés souhaitent ajouter une nouvelle ligne budgétaire consacrée à la facilité pour la réforme et la croissance en faveur de la **Moldavie**.

Au total, le Parlement augmente la rubrique 6 de **110.000.000 EUR** en crédits d'engagement par rapport au projet de budget et à la lecture du Conseil.

Parlement européen

La résolution maintient inchangé le niveau global de son budget pour 2026, fixé à **2.636.241.620 EUR**.

Budget général de l'Union européenne pour l'exercice 2026 – toutes sections

2025/0210(BUD) - 09/07/2025 - Projet de budget de la Commission

OBJECTIF : présentation par la Commission du projet de budget annuel de l'Union pour l'exercice 2026.

CONTENU : le budget annuel pour 2026 s'appuie sur la révision à mi-parcours du budget à long terme de l'UE (2021-27), qui visait à répondre à une série d'évolutions récentes et imprévues, dont une pandémie mondiale, une crise énergétique et des tensions géopolitiques croissantes à l'échelle internationale.

PROJET DE BUDGET 2026

Le projet de budget 2026 fixe les crédits à **193,3 milliards d'EUR en engagements** et à 192,2 milliards d'EUR en paiements (instruments spéciaux compris), auxquels s'ajoutent, selon les estimations, **105,32 milliards d'euros** au titre de NextGenerationEU, l'instrument de l'UE visant à soutenir la reprise économique de l'Europe après la pandémie de coronavirus.

Le projet de budget pour 2026:

- continue d'apporter, par l'intermédiaire de la facilité pour l'**Ukraine**, une aide stable, prévisible et néanmoins flexible pour soutenir les investissements clés et les réformes fondamentales au moyen de prêts et d'une aide non remboursable;
- contribue à relever les défis sans précédent en matière de **sécurité**, notamment par l'adoption rapide de la proposition de programme pour l'industrie européenne de la défense, qui vise à renforcer la compétitivité et la réactivité de la base industrielle et technologique de défense européenne ainsi qu'à garantir la disponibilité et l'approvisionnement en produits de défense;
- prévoit un financement supplémentaire au titre de la proposition d'examen à mi-parcours de la **politique de cohésion** qui encourage les pays de l'UE à reprogrammer les fonds de cohésion en faveur de priorités émergentes, telles que la compétitivité, la défense, le logement abordable, la résilience dans le domaine de l'eau et la transition énergétique;
- prévoit un financement accru pour les **programmes phares** qui contribuent à la boussole pour la compétitivité, au pacte pour une industrie propre, à l'union des compétences, à la stratégie pour le marché unique et à la stratégie de l'UE en faveur des start-up et des entreprises en expansion, ainsi que d'importantes mesures visant à simplifier les règles applicables aux entreprises de l'Union, au moyen d'une série de propositions omnibus;
- permet de continuer à allouer des fonds pour les réfugiés syriens en Turquie et dans l'ensemble de la région. Le financement proposé pour le voisinage méridional couvre des aspects essentiels tels que la dimension extérieure de la **migration**. Des fonds supplémentaires seront mis à la disposition des États membres au cours de la première année de mise en œuvre du pacte sur la migration et l'asile en 2026.

NextGenerationEU, l'instrument de l'Union européenne pour la relance, continue d'apporter un soutien extraordinaire aux investissements et aux réformes dans l'ensemble de l'Union, grâce notamment à la facilité pour la reprise et la résilience (FRR). Alors que, dans le budget, les engagements relatifs à NextGenerationEU ont été concentrés sur les exercices 2021 à 2023, la mise en œuvre de l'instrument se poursuivra jusqu'à la fin de 2026, au moyen de décaissements à grande échelle apportant un large soutien continu à l'économie de l'UE.

CRÉDITS PAR RUBRIQUES DU CFP 2021-2027

Le budget annuel 2026 sera notamment alloué aux domaines suivants:

Rubrique 1 - Marché unique, innovation et numérique : 22 054,4 millions d'euros

- 14,12 milliards d'euros pour la **recherche et l'innovation**, dont 12,97 milliards d'euros pour Horizon Europe, le programme de recherche phare de l'Union; financement du règlement européen sur les semi-conducteurs dans le cadre d'Horizon Europe et par redéploiement à partir d'autres programmes;
- 4,59 milliards d'euros pour les **investissements stratégiques européens**, dont, par exemple, 3,02 milliards d'euros pour le mécanisme pour l'interconnexion en Europe afin d'améliorer les infrastructures transfrontalières;
- 1,02 milliard d'euros pour assurer le fonctionnement du **marché unique**, dont 622 millions d'euros pour le programme en faveur du marché unique et 207 millions d'euros pour les travaux sur la lutte contre la fraude, la fiscalité et les douanes;
- 1,00 milliard d'euros pour le programme pour une **Europe numérique** et 299 millions d'euros pour InvestEU;
- 2,33 milliards d'euros pour les dépenses consacrées à **l'espace**, principalement pour le programme spatial européen.

Rubrique 2 - Cohésion, résilience et valeurs : 71 726,1 millions d'euros

- 42,09 milliards d'euros pour **le développement régional et la cohésion** afin de soutenir la cohésion économique, sociale et territoriale, ainsi que les infrastructures soutenant la transition écologique et les projets prioritaires de l'Union;

- 14,51 milliards d'euros pour soutenir les investissements dans les citoyens et la cohésion sociale par l'intermédiaire du **Fonds social européen plus** (FSE+);

- 15,13 milliards d'euros pour **la résilience et les valeurs**, dont 4,3 milliards d'euros pour Erasmus+, 396,0 millions d'euros pour soutenir les artistes et les créateurs dans toute l'Europe et 332,6 millions d'euros pour promouvoir la justice, les droits et les valeurs.

Rubrique 3 - Ressources naturelles et environnement : 56 971,9 millions d'euros

- 53,80 milliards d'euros pour la **politique agricole commune** et 0,80 milliard d'euros pour le Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture, pour les agriculteurs et les pêcheurs européens;

- 2,18 milliards d'euros pour **l'environnement et l'action pour le climat**, dont 802,9 millions d'euros pour le programme LIFE visant à soutenir l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à celui-ci, et 1,26 milliard d'euros pour le Fonds pour une transition juste.

Rubrique 4 - Migration et gestion des frontières : 5 010,0 millions d'euros

- 2,69 milliards d'euros pour la **protection des frontières**, dont 1,2 milliard d'euros pour le Fonds pour la gestion intégrée des frontières (FGIF) et 1,13 milliard d'euros (contribution totale de l'UE) pour l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes (Frontex);

- 2,32 milliards d'euros pour les dépenses liées à la **migration**, dont 2,08 milliards d'euros pour soutenir les migrants et les demandeurs d'asile conformément à nos valeurs et priorités.

Rubrique 5 - Sécurité et défense : 2 803,5 millions d'euros

- 1,99 milliard d'euros pour relever les défis en matière de défense, dont principalement 1,0 milliard d'euros pour soutenir le développement des capacités et la recherche au titre du **Fonds européen de la défense** (FED) et 251,3 millions d'euros pour soutenir la mobilité militaire.

Rubrique 6 - Voisinage et le monde : 15 505,0 millions d'euros

- 10,11 milliards d'euros au titre de **l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale** (IVCDCI - Europe dans le monde), 2,20 milliards d'euros pour l'instrument d'aide de préadhésion (IAP III) et 0,50 milliard d'euros pour la facilité pour la croissance en faveur des Balkans occidentaux, ainsi que 1,93 milliard d'euros pour l'aide humanitaire (HUMA).

Rubrique 7 - Administration publique européenne : 13 475,2 millions d'euros

Instruments spéciaux thématiques : 5 715,9 millions d'euros

Un montant supplémentaire de 3,89 milliards d'euros sera disponible sous forme de subventions au titre de la **facilité pour l'Ukraine**, complété par 6,70 milliards d'euros sous forme de prêts.